



Rapport d'activité 2025

Assemblée Générale du 4 juin 2026





L'ANSA EN 2025

GOUVERNANCE ET VIE DE L'ASSOCIATION

Gouvernance et adhérents



Gouvernance

- Entrée au Conseil d'administration de la société MALT (French Tech), représentée par Vincent Huguet, son Président ; double objectif : aborder les problématiques des sociétés innovantes et les faire participer aux travaux de l'ANSA
- Conseil d'administration : réuni 4 fois en 2025
- Rencontres avec Robert Ophèle (ANC) et Jean-Denis Combrexelle (conseiller d'Etat, auteur de « *Les normes à l'assaut de la démocratie* »)

Adhérents

- **406 adhérents et membres associés au 31 décembre 2025 (411 fin 2024) dont :**
 - 198 sociétés
 - 196 cabinets
 - 12 organismes divers
- Nouvelles adhésions : Malt, Exosens, Axima (groupe Equans)
- **2 151 questions traitées en 2025 (2 114 en 2024)**, majoritairement issues des cabinets d'avocats sur les nouvelles dispositions législatives et réglementaires mais également des thèmes récurrents (SAS, AGA, BSCPE, fusions et opérations assimilées)

Chiffres clés



- **42 avis rendus par le Comité juridique** portant sur :
 - des thèmes d'actualités : réforme des nullités en droit des sociétés (11 avis), **ordonnance du 15 octobre 2024** transposant la **directive Women on Boards**, statut des BSPCE après la réforme de 2025, fiscalité des Management Packages, **directive Omnibus** en matière de durabilité et vigilance
 - des thèmes récurrents pour les adhérents : SAS, fusions et opérations assimilées, augmentations de capital, VMDAC, commissariat aux comptes et à la durabilité
- **18 communications**, notamment sur la **réforme des nullités en droit des sociétés** et la **loi DDADUE 2025**
- **28 brèves** diffusées via LinkedIn, Ansanet, le site internet, à chaque publication / information / jurisprudence importante en droit des sociétés / droit boursier / fiscalité / gouvernance
- **149 personnes réunies lors des sessions de formation** : journées d'études annuelles, matinée de juin 2025 consacrée à la réforme des nullités et matinée d'octobre 2025 consacrée à la directive sur la transparence des rémunérations
- **6 718 followers LinkedIn fin 2025 (5 840 fin 2024)**

Les Journées d'études de janvier 2025 ouvertes à tous (adhérents / non adhérents)



- **Droit des sociétés et gouvernance**

- Jurisprudence 2025
- Mixité et parité (transposition de la directive Women on Boards)
- Réforme des nullités en droit des sociétés
- SAS : avis du Comité juridique et impact de la réforme des nullités
- BSPCE : nouvelles dispositions, solutions et cas particuliers
- Durabilité et vigilance : panorama 2025
- Le nouveau régime des actions de groupe

- **Droit financier et droit boursier**

- Jurisprudence 2025
- Mesures de l'AMF pour faciliter les IPO
- Nouveautés concernant les marchés boursiers
- Réforme des nullités en droit des sociétés

- **Questions européennes**

- Jurisprudence 2025
- Listing Act, ESMA et actes délégués
- Infrastructures post marché

- **Questions fiscales**

- Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2026
- Jurisprudence fiscale 2025
- BSPCE attribués à des salariés de filiales étrangères
- Management Packages : nouvelle doctrine fiscale

Des sujets dédiés aux scales up / entreprises innovantes

- **Rémunérations**
 - Management Packages
 - BSPCE
 - Actions gratuites / actions de préférence
- **28ème régime**, société européenne simplifiée EU.Inc
- **Bénéficiaires effectifs** (restriction de l'accès au registre des BE)
- **Occultation des adresses des dirigeants** sur les Kbis, au registre national des entreprises, au registre des bénéficiaires effectifs
- **Blockchain** : révision du régime pilote
- **Droit financier et droit boursier**
 - Fractionnement d'actions
 - Digitalisation du droit des sociétés



2

L'ANSA EN 2025

COMMUNICATIONS, FORMATIONS ET COMITÉS

Des travaux menés en partenariat avec nos adhérents

- Le **Comité juridique** est réuni chaque mois et a rendu **42 avis rendus en 2025**
- **Comité Émetteurs : 4 réunions / désormais ouvert à toutes les entreprises adhérentes / lieu d'échange pour les entreprises**
 - Droit français : bilan des AG 2025, réforme des nullités, nouvelles règles de mixité et de parité dans les conseils, **loi DDADUE 2025** et **PJL DDADUE 2026**, mesures d'application de la **loi Attractivité**, traitement des porteurs d'ADR, infrastructures post marché, proxy advisors
 - Droit européen : reporting de durabilité et devoir de vigilance, adoption et mise en œuvre de la **directive Omnibus**, réforme de la **directive SRD 2**, transposition à venir de la **directive NIS 2**, révision à venir du **règlement SFDR**
 - Fiscalité : **LF pour 2025** et **LFSS pour 2025**, AGA et forfait social, réforme des Management Packages, **pacte Dutreil**
- **Comité Émetteurs Actionnaires individuels (CEAI) : 4 réunions**
 - Bilan des AG 2025, fractionnement d'actions (et impact sur le PEA), convocation électronique et BRN, impact de la révision prochaine de la **directive SRD 2**, imposition des actionnaires, indemnisation des investisseurs, produits d'épargne européen
- Publications, articles de doctrine (Dalloz, Larcier, Lamy...) et participations à des colloques et groupes de travail (AGEFI, AMF, HCJP, DGT-DACS, conférences internationales)

Presse, communications et participation à des manifestations

- Communication externe renforcée grâce à la mise à jour régulière du site Internet et aux publications relayées sur LinkedIn
- Publications d'articles dans des revues juridiques (Dalloz, Lamy, Revue internationale de droit financier) notamment sur la responsabilité des auditeurs de durabilité et des dirigeants à raison de la communication de l'information non financière
- Co-présidence avec France Post Marché du conseil scientifique de Votacess
- Participation aux travaux du Comité scientifique de la Fédération de l'Actionnariat salarié (FAS), de la Commission Droit des sociétés et droit boursier du MEDEF, de la Commission juridique de l'Institut français des administrateurs (IFA)
- Membre du Comité de Pilotage de Paris Europlace
- Sponsor de la Semaine mondiale de l'investisseur organisée en France par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et partenaire du Forum annuel de la gouvernance organisée par l'AGEFI



3

INTERVENTIONS

INTERVENTIONS DANS LE
DOMAINE LÉGISLATIF ET
FISCAL

Une coopération continue avec les pouvoirs publics et les associations professionnelles

Maintien d'une étroite collaboration avec les pouvoirs publics et notamment avec la Direction des affaires civiles et du sceau (DACCS) et la Direction générale du Trésor (DGT)

- Consultations de la Chancellerie et de la DGT sur la **réforme des nullités** et le **décret d'application de l'ordonnance transposant la directive Women on Boards** et de la Cour de cassation en 2025 sur les droits bénéficiant aux porteurs d'ADR et ayant donné lieu à la publication de l'**arrêt du 26 novembre 2025** (n° 24-15.626) qui confirme la position de l'ANSA
- Communication établie avec l'administration fiscale et participation aux travaux de place avec le MEDEF, Paris Europlace, l'AMAFI sur les thèmes de la fiscalité du capital
- Membre du comité Droit des Sociétés du Haut Comité Juridique de Place avec vocation à suggérer des thèmes d'étude et participer à certains groupes de travail
- Audition organisée par le MEDEF dans le cadre de l'évaluation du Pacte Dutreil par la Cour des comptes
- Envoi aux ministères et parlementaires concernés d'un document commun AFEP/ANSA/MEDEF présentant des mesures de simplification

Une coopération continue avec les pouvoirs publics



Un travail de simplification porté par l'association auprès des autorités compétentes

- Consultations de la Chancellerie et de la DGT sur l'élaboration du **décret du 13 février 2026** permettant aux sociétés de convoquer les actionnaires au nominatif par voie électronique
- Mise à jour régulière du Triptyque élaboré par l'ANSA, l'AFEP et le MEDEF sur la simplification et la modernisation du droit des sociétés (*NOTA : Certaines mesures portées par les trois associations ont été inscrites dans la **loi Attractivité** en 2024*)
- Réflexions portées au niveau du HCJP notamment sur :
 - la transmission des droits de vote multiples en cas de scission partielle
 - la clarification des règles du distribution du dividende
 - l'harmonisation du droit des VMDAC

Une veille juridique



Une réflexion centrée sur le droit des titres et la sécurisation de nos adhérents

- Réflexions sur le fonctionnement de certains instruments juridiques
 - Fractions d'actions (groupe de travail HCJP) : qualification juridique, fonctionnement et articulation avec les textes régissant actuellement le droit des sociétés, inscription dans le PEA
 - *American Depositary Receipts* (ADR), l'ANSA a été consultée par la Cour de cassation et a établi un panorama des diverses catégories d'ADR et des droits conférés à leurs porteurs et de la jurisprudence, axes de réflexion pour conclure sur le point précis du bénéfice du droit préférentiel de souscription pour un porteur d'ADR
 - Localisation d'une émission de titres financiers en France (HCJP) et examen des dispositions du code monétaire et financier uniquement applicables aux titres de droit français
 - Définition du régime succédant au régime Pilote de la blockchain

Un suivi des textes européens devant être transposés prochainement en droit français

- **Directive sur la transparence des rémunérations (Pay Transparency)** : attention portée sur son articulation avec les normes de durabilité (ESRS) préexistantes, notamment les normes sociales
- **Directive NIS 2** : attention portée sur son impact concret en droit des sociétés et sur l'évolution possible d'une mise en cause de la responsabilité des dirigeants et du conseil en matière de cybersécurité
- Suivi des textes européens révisés prochainement (**SFDR**, **SRD 2...**) avec la constitution de groupe de travail ad hoc

Une participation aux consultations européennes : Commission / EFrag / ESMA



Une réflexion soutenue avec les acteurs européens en liaison avec EuropeanIssuers

- L'ANSA est membre de EuropeanIssuers et a présidé deux groupes de travail : *Corporate Governance II* et *Securities Law et Markets Infrastructures and Standards for General meetings*
- L'ANSA poursuit son activité en droit des titres en participant activement à l'*Advisory Group on Market Infrastructures for Securities and Collateral (AMI-SeCo)* et au *Corporate Events Joint Working Group (CEJWG)* ainsi qu'à l'*European T+1 Industry Committee*
- Simplification marquée au niveau européen et soutenue par l'ANSA : allègements des **directives CSRD** et **CS3D** et des **règlements Taxonomie** et **SFDR** faisant notamment suite aux rapports Draghi / Letta ainsi que des **normes de durabilité (ESRS)**
- Favoriser l'attractivité de la cotation : simplification appuyée par l'ANSA et illustrée par l'adoption du **Listing Act**
 - Modification de la **directive MiF2** avec un maintien de la recherche sponsorisée
 - Modification du **règlement Prospectus** avec la mise en place de prospectus simplifiés
 - Modification du **règlement MAR** avec une rationalisation et un allègement de réglementation sur l'information privilégiée
- Soutien aux entreprises innovantes avec des consultations françaises et européennes dès 2025 sur l'instauration d'un 28ème régime européen

Une mobilisation continue sur les questions fiscales



Une mobilisation continue sur les lois de finances 2025 et 2026

- Echanges avec le Conseiller Technique fiscalité auprès du PM et du PR
- Veille permanente sur les travaux parlementaires :
 - contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR)
 - taxe sur les transactions financières (TTF)
 - taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat par les grandes entreprises de leurs propres titres
 - modification de l'éligibilité au PEA et PEE des titres acquis en exercice des DPS, BSA et BSPCE
 - refonte du régime d'imposition des BSPCE et des *Management Packages*

Des actions spécifiques menées avec nos adhérents lors des débats budgétaires et concomitamment à la publication du rapport de la Cour des comptes sur le Pacte Dutreil

- Suivi attentif pour nos adhérents des dispositions appelant à une interprétation claire des nouveaux dispositifs